



19

août

2018

▲ Niv. 2

Aucune
réponse

Allemagne

Création de l'alerte : 19 août 2018

Des journalistes détenus par la police après une plainte de manifestants anti-Merkel

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Détention et emprisonnement de journalistes

AUCUNE RÉPONSE

AUTEUR : Index, FEJ/FIJ, PEN

Le Süddeutsche Zeitung (SZ) a rapporté qu'une équipe de télévision travaillant pour le magazine politique d'investigation Frontal21 de la chaîne ZDF a été détenue par la police suite à une plainte d'un participant à une manifestation anti-Merkel à Dresde, où la chancelière se rendait.

Des images prises par l'équipe de TV et largement diffusées par plusieurs médias montrent un cortège de manifestants, dans lequel un homme portant un chapeau aux couleurs du drapeau allemand crie le slogan "Lügenpresse!" alors qu'il regarde et pointe du doigt l'équipe de télévision composée des journalistes Ulrich Stoll et Arndt Ginzel. Le terme qui signifie "presse mensongère" est une expression péjorative largement utilisée dans la sphère politique d'extrême droite pour décrire les médias grand public.

Dans la vidéo, on peut alors voir le manifestant se diriger vers l'équipe de télévision et exiger des journalistes qu'ils arrêtent de filmer, affirmant qu'ils « commettent un crime » en le filmant sans sa permission. Il ajoute : « Je vais vous faire arrêter ». Les images montrent également le manifestant près d'un peloton de police, insistant pour que les journalistes l'accompagnent au commissariat. Un autre manifestant a également demandé l'arrêt du tournage et cherché à saisir la caméra pendant qu'une autre personne peut être vue avec les policiers en train de gesticuler en direction de l'altercation.

La vidéo reprend pendant l'interaction avec la police. Lorsque les journalistes ont demandé pourquoi ils étaient détenus, un policier a répondu qu'ils étaient obligés d'enquêter en cas de soupçon de crime. Lorsqu'on lui a demandé quel crime, le policier est resté silencieux et a fait un geste nerveux (non menaçant) avec ses mains. Interrogé plus tard pendant l'interaction, le policier a de nouveau fait une pause avant de répondre qu'il l'avait déjà expliqué, ce que les journalistes ont contesté devant la caméra. Dans une interview avec SZ,

Ginzel a réaffirmé que "personne ne nous a donné le motif de la détention". L'interaction a duré près de 45 minutes, selon Stoll et Grinzel.



La police de l'État de Saxe a confirmé sur Twitter que "les représentants des médias présents sur les lieux étaient accusés d'un crime, en raison de quoi la police était obligée d'effectuer un contrôle d'identité. A l'issue de cette procédure, les journalistes ont pu reprendre leur travail ". Le porte-parole de la police, Marko Laske, présent sur les lieux, a déclaré au HuffPo que le comportement des journalistes avait contribué à la durée de leur détention. Les affirmations ci-dessus ont été réitérées par le ministère de l'Intérieur de Saxe, qui a démenti toute violation de la liberté de la presse en réponse à une question du membre du Parlement de Saxe, Albrecht Pallas. Ce dernier a publié la réponse à sa question dans une discussion sur Facebook, a rapporté le blog d'information régionale Flurfunk .

Michael Kretschmer, le Premier ministre de Saxe, du CDU de centre droit, a écrit sur Twitter que "les seules personnes agissant avec sérieux dans cette vidéo sont les policiers ». Ces propos ont provoqué une centaine de commentaires accusant Kretschmer de discréditer les journalistes et d'empêcher que soit menée une enquête impartiale.

"La police non seulement entrave notre travail, mais elle encourage les partisans de PEGIDA dans leur comportement agressif envers les journalistes", a déclaré Ginzel au SZ. Sur Twitter, Ginzel et Stoll ont tous deux critiqué la police de Saxe pour avoir agi en tant que "cadre exécutif de PEGIDA", un sentiment partagé par Enrico Stange, porte-parole de la faction Die Linke pour les affaires intérieures au parlement de Saxe, qui a déclaré que les forces de l'ordre avaient agi comme les hommes de main de PEGIDA, tandis que son homologue du parti des Verts, Valentin Lippmann, déclarait que la police ne devrait pas se laisser instrumentaliser par les ennemis d'une presse libre.

Ine Dippamm, président de la Fédération allemande des journalistes en Saxe, a qualifié cette affaire de "honteuse" dans une interview au quotidien national à sensation Bild, estimant que cela "ne peut pas continuer". Michael Hiller, secrétaire général de la fédération, a également condamné les agents de police et a demandé des explications et des excuses, a rapporté SZ.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

-  [Communiqué de la Fédération européenne des Journalistes: "Journalists detained in Dresden after complaint by far-right protester"](#)
-  [Communiqué du syndicat des journalistes allemands dju in ver.di: "dju in ver.di kritisiert Vorgehen der sächsischen Polizei gegen ZDF-Reporter"](#)
-  [Communiqué de la fédération allemande des journalistes: "Dresden: Aufklärung über Polizeieinsatz gefordert"](#)

- ➔ Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom : "Germany: ZDF reporters harassed by right wing demonstrators, detained by police"
- ➔ Article du Süddeutsche Zeitung : "Hat Sachsens Polizei einen Reporter behindert?"
- ➔ Article de Bild : "Behindert Polizei hier die Arbeit von Journalisten?"
- ➔ Post du blog Flurfunk : "Am Rande einer Demonstration: Polizei nimmt Personalien von Journalisten auf"
- ➔ Article publié sur Huffingtonpost.de : "Anti-Merkel-Demo: Polizei setzte ZDF-Journalisten wegen "Beleidigung" fest"
- ➔ Résolution de PEN International : "Attacks Against Journalists And The Rise Of Xenophobia In Germany"
- ➔ Vidéo de l'incident diffusée par Ulrich Stoll sur Tweeter

SUITES DONNÉES



OSCE 20 août 2018 | Le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias demande une enquête sur la détention temporaire d'une équipe de la ZDF à Dresde

➔ [Tweet de Harlem Désir](#)